

De Gaulle à Moscou

François LEVEQUE

« Le général de Gaulle à Moscou (décembre 1944) », *Espoir* n°99, 1994

Lorsque de Gaulle partit à Moscou début décembre 1944 pour s'entretenir avec Staline, la France était libérée. Sur le théâtre de la guerre, la défaite de l'Allemagne nazie ne faisait pas de doute.

Toutefois, les difficultés rencontrées par les alliés anglo-américains dans leur offensive en Belgique et aux Pays-Bas venaient renforcer la part prise à la victoire par l'URSS dont les armées progressaient plus rapidement à l'Est.

Ce voyage dans la capitale soviétique que de Gaulle souhaitait depuis longtemps avait donc une importance particulière pour affirmer la place de la France aux côtés des alliés lors de la victoire, en même temps qu'il l'aiderait peut-être à trouver des moyens pour mieux réaliser cette ambition.

Dès l'automne 1944, dans son discours au palais de Chaillot, De Gaulle avait dessiné les objectifs de sa diplomatie. Le premier d'entre eux, était que la France retrouve son rang parmi les grandes puissances et que les alliés — c'est-à-dire États-Unis, Grande-Bretagne et Union soviétique — cessent de l'ignorer pour régler la future paix en Europe :

« Nous voulons croire que le droit qu'a la France de prendre part au règlement futur du conflit ne lui sera plus, finalement, contesté et que l'espèce de relégation officielle qui lui est infligée au-dehors va faire place à la même sorte de relations que nous avons, depuis quelques siècles, l'honneur et l'habitude d'entretenir avec les autres grandes nations. »

Enfin, avant de partir, le gouvernement français, par voie de presse, avait annoncé ses revendications sur l'Allemagne une fois vaincue : pas de Reich unifié, pas d'État allemand centralisé et le souhait d'associer à la France la Sarre et la Rhénanie.

Charles de Gaulle considérait alors qu'il commençait à disposer des moyens d'action diplomatique « à la mesure de la France », afin qu'elle joue à nouveau son rôle qui « devrait être celui de l'un des plus grands États. » Aussi partait-il résolu à faire entendre à Staline la voix de la France sur la solution des grands problèmes de l'Europe d'après-guerre.

Notre propos qui suit ne consistera pas à entrer dans tous les détails du voyage de de Gaulle, mais à saisir ses principaux aspects, ses résultats et les enseignements que l'historien peut tirer concernant la ligne diplomatique de Charles de Gaulle à cette époque.

Le 26 novembre 1944 donc, de Gaulle et sa délégation atterrirent à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan soviétique, de là ils partirent le lendemain pour Moscou par le train, le mauvais temps empêchant une liaison aérienne. Le voyage fut assez long.

Le 30 novembre, la délégation française fit une halte à Stalingrad à la demande du Général, où les autorités de la ville lui montrèrent les champs de ruines de la plus gigantesque bataille de la Seconde Guerre mondiale, réalité qui impressionna fortement de Gaulle.

Charles de Gaulle négocie avec Staline...

Le 2 décembre enfin, de Gaulle arriva à Moscou à la gare dite de Kursk, où l'attendait Molotov, accompagné de personnalités militaires et civiles.

Le soir, à 21 heures, le Général eut son premier entretien avec Staline.

Après un échange de politesses formelles, de Gaulle évoqua la situation de son pays, lequel, dit-il, tout en ayant subi des pertes matérielles, restait moralement debout et souhaitait retrouver son rang :

« La France actuellement est presque libérée et on peut voir qu'elle est restée presque intacte, non pas au sens matériel, mais au sens moral. Le peuple, malgré les souffrances et les malheurs, dans son ensemble désire le relèvement de la France en tant que grand pays. »

Staline l'écouta et n'intervint que pour marquer son étonnement du tableau que de Gaulle dressa sur l'importance des pertes et difficultés matérielles subies par la France. Puis de Gaulle aborda le problème qui, à ses yeux, était le plus important pour assurer la sécurité de la France, celui de l'annexion de la Sarre et de la Rhénanie, afin de fermer la voie à toute nouvelle agression allemande à l'Ouest.

C'est alors que Staline s'anima et donna son point de vue. Selon lui, le problème n'était pas dans le peuple allemand, mais dans ses dirigeants. En clair, si l'on interprétait bien ses propos il fallait procéder à une dénazification de l'Allemagne, et pas tellement à un dépècement territorial, comme semblait y conduire la conception du Général.

Puis le chef du Kremlin précisa que de toute façon Moscou ne discuterait pas maintenant de cette question parce que, comme de Gaulle le savait bien, celle-ci ne pouvait être résolue sans concertations avec les alliés anglo-américains.

Ce point éclairci, on évoqua alors la signature d'un traité d'alliance qui devenait le seul et unique objet de discussion.

Molotov discuta le point de savoir s'il fallait ou non prendre pour modèle le précédent traité franco-soviétique de 1935.

La délégation française estimait la chose souhaitable, tandis que Molotov s'y montrait hostile, considérant que ce traité avait été un sévère échec. Staline pour calmer la petite polémique qui surgissait dit de son côté que Moscou avait aussi commis des erreurs pendant la guerre.

Les deux parties s'accordèrent alors sur le fait qu'un nouveau traité, tenant compte des erreurs passées devait être signé et se séparèrent sur ce point.

Ce premier entretien avait tracé les lignes essentielles de la négociation. Même si de Gaulle était très déçu quant à la discussion des revendications françaises sur l'Allemagne vaincue, la question étant reportée à plus tard, il ne faisait aucun doute qu'un traité franco-soviétique serait signé.

Le dimanche 3 décembre 1944, après une représentation au Bolchoï en l'honneur de l'invité de marque, Français et Soviétiques précisèrent rapidement que le nouveau traité franco-soviétique s'inspirerait du traité soviéto-tchécoslovaque signé en 1943.

Molotov pose la question polonaise... Charles de Gaulle refuse...
Après une journée creuse, consacrée à des visites protocolaires, le 5 décembre, Bidault et Molotov, assistés de Dejean et des ambassadeurs Bogomolov et Garreau, examinèrent la rédaction définitive du traité. Cette question fut assez vite réglée.

Ce fut alors à ce moment que Molotov, à la grande surprise des Français, présenta sans ambages le marchandage que le Kremlin proposait à Paris, en prétextant que la solution de ce problème était « un gage de crédibilité du traité franco-soviétique » (au vu de l'expérience de l'été 1939) :

« Les gouvernements soviétique et français doivent faire « encore quelque chose » pour rapprocher leurs points de vue sur certaines questions, en particulier sur la question polonaise ».

Et Molotov suggéra que la France reçoive « à titre officiel » à Paris un représentant du Comité de Lublin (gouvernement polonais de facto à tendance communiste), en précisant que Moscou liait cette question à la signature de traité franco-soviétique.

Bidault, totalement pris de court par une question qui n'avait jamais été évoquée auparavant, répondit qu'il devait consulter de Gaulle pour arrêter la réponse française. (sic).

Informé de l'entretien Bidault-Molotov, le Général se montra fort mécontent de la façon dont il avait tourné et s'employa dès le lendemain 6 décembre à rétablir les choses auprès de Staline en personne, en expliquant qu'il n'était pas question pour la France d'établir de relations officielles avec le Comité de Lublin.

Tout en reconnaissant de très graves erreurs commises par les précédents dirigeants polonais avant la guerre, il rappela la politique traditionnelle d'amitié de la France à l'égard de la Pologne et qu'à ses yeux il était nécessaire qu'elle reste un pays indépendant.

Mais Staline, peu convaincu, ne lâcha pas prise et opposa aux arguments de Charles de Gaulle le fait qu'à l'Ouest on imaginait déjà la naissance d'un bloc occidental. Son allusion visait bien sûr directement de Gaulle qui avait approuvé cette idée dès mars 1944.

Pour la première fois, la discussion devenait serrée, et de Gaulle rapporte dans ses Mémoires l'attitude de Staline en ces termes :

«À l'entendre, grondant, mordant, éloquent, on sentait que l'affaire polonaise était l'objet principal de sa passion et le centre de sa politique, écrit-il. »

Face à la réponse négative de Charles de Gaulle, Staline voulut se donner encore quelques jours, mais paraissait avoir accepté la chose avec une certaine déception. Car son point de vue, basé sur l'expérience d'avant-guerre, était qu'au fond, sans garantie sérieuse de sécurité du côté de la Pologne, ce traité avec la France n'aurait pas une grande valeur, puisqu'une Pologne hostile à l'URSS serait un élément de désunion entre Moscou et Paris, directement ou indirectement.

La version que de Gaulle donna dans ses Mémoires insiste sur la fermeté de son attitude sur cette question. La connaissance actuelle des documents nous porte objectivement à modérer ici cette fermeté.

Charles de Gaulle était, en effet, d'abord intéressé à conclure ce traité avec l'URSS, parce qu'à ses yeux il apparaissait comme un grand acte politique et diplomatique de son gouvernement. Toutefois, l'important était qu'au sortir de cet entretien du 6 décembre tout semblait être réglé : le « traité d'alliance et d'assistance mutuelle » serait signé sans que la France ne cède rien sur la Pologne.

Et Churchill vient s'en mêler...!

C'est alors qu'intervint un nouvel épisode avec la réception par Staline d'un télégramme de Churchill qui lui proposait un pacte tripartite.

L'aubaine était trop belle ; Staline vit tout de suite l'instrument de manoeuvre que le Premier ministre britannique venait lui offrir pour presser de Gaulle d'accepter sa condition sur la Pologne, en le menaçant de ne pas signer un traité franco-soviétique, sous le prétexte très officiel que Moscou préférerait le remplacer par une alliance anglo-franco-soviétique, évitant ainsi de faire un affront trop direct à de Gaulle.

Faire « lanterner » de Gaulle pour qu'il cède et reconnaisse les Polonais de Lublin, telle fût la tactique de Staline.

Dès le lendemain donc, Staline chargea Molotov de transmettre les nouveaux termes du marchandage lors de son entretien avec Bidault. Une nouvelle fois, Bidault ne fit pas preuve de fermeté, et se montra hésitant dans sa réponse à la nouvelle proposition soviétique et quitta Molotov pour aller consulter de Gaulle.

Charles de Gaulle s'irrita des procédés du Kremlin. Aussi convoqua-t-il en fin de journée l'ambassadeur Bogomolov pour exprimer son refus net du projet proposé par Churchill. Il lui expliqua clairement que les conditions n'étaient pas réunies pour conclure un tel pacte, du fait que la France avait certains différends avec l'Angleterre.

Le jour suivant, 8 décembre, de Gaulle, à sa demande, rencontra de nouveau dans l'après-midi Staline pour lui exposer en personne les motifs de ce refus. Il réaffirma que la France considérait que « l'alliance franco-soviétique... était d'importance primordiale ».

Cette alliance, à ses yeux, devait être « un axe essentiel de la sécurité en Europe », dans la mesure où, dit-il, ni la Grande-Bretagne ni les États unis ne pouvaient assurer à la France une aide aussi rapide que celle de l'URSS en cas de conflit en Europe.

Staline écouta de Gaulle, mais sans porter une réelle attention à ses propos, et il décida de répéter lui-même cette fois-ci le marchandage qu'il proposait. Il était prêt à abandonner cette idée de pacte tripartite, même au prix d'un froid avec Churchill, si la France reconnaissait les Polonais de Lublin.

Charles de Gaulle refusa de répondre à une telle condition, et la conversation tourna court. La délégation française voyait le risque d'échec des négociations et s'en inquiétait sérieusement.

Au point que Bidault revint quelques heures après au Kremlin pour demander à Molotov s'il avait bien compris les termes du marchandage. Bidault alors assez gêné informa son interlocuteur « tout à fait personnellement » que de Gaulle recevrait le lendemain des dirigeants du Comité de Lublin présents à Moscou et il pensait que « cela changerait la situation ».

Le 9 décembre, de Gaulle reçut en effet dans l'après-midi les principaux dirigeants du Comité de Lublin. Mais la position française qui avait été en fait arrêtée plusieurs semaines auparavant était de procéder uniquement à un échange de délégués pour régler des questions pratiques, notamment le rapatriement des prisonniers de guerre et déportés français en Pologne.

Or, le projet marchandé par le Kremlin portait lui sur un « échange de lettres » officielles entre le gouvernement français et le Comité de Lublin, comme le présenta quelques heures après Molotov à Bidault.

Ce jour-là, « l'atmosphère fut lourde » se souvient de Gaulle. Rien n'était encore décidé quant à la conclusion du traité franco-soviétique. Comme convenu tout le monde se retrouva au Kremlin en début de soirée au dîner que Staline offrait en l'honneur de son hôte.

Tout le monde était tendu et inquiet. Charles de Gaulle avait compris le jeu de Staline, mais ne voulait pas céder sur le fond :

« Quant à moi, j'attribuai l'attitude de nos partenaires, non seulement au désir qu'ils avaient de voir la France s'associer à leur politique polonaise, mais aussi à l'opinion qu'ils s'étaient formée quant à nos intentions. Pour procéder de cette manière, ils devaient se figurer, quoi que j'aie pu leur dire, que nous tenions, par-dessus tout, à signer finalement le pacte, faute de quoi le général de Gaulle risquait de trouver à Paris une situation fâcheuse. Mais... Une négociation tardive... c'était là, de leur part, une erreur et j'étais bien décidé à en faire la démonstration. »

Durant ces journées, De Gaulle n'avait pas toujours bien sûr éprouvé la même assurance. Mais très vite l'attitude de Staline lui avait laissé supposer que le projet de pacte tripartite avec l'Angleterre n'était pas une menace sérieuse, puisque celui-ci avait confié lui-même qu'il ne s'y intéressait pas réellement.

La négociation finale devait donc avoir lieu à l'issue de ce dîner officiel d'adieu où avaient été conviées nombre de personnalités du gouvernement soviétique ainsi que l'ambassadeur américain Harriman et le chargé d'affaires britannique ; du côté français, outre les membres de la délégation, avaient été invités le colonel Pouyade commandant en URSS le régiment Normandie et bien sûr l'ambassadeur Garreau.

Au cours du dîner, Staline montra une grande assurance, comme s'il voulait oublier l'objet des négociations, tandis que de Gaulle l'observait :

« Staline tenait des propos directs et simples. Il se donnait l'air d'un rustique, d'une culture rudimentaire, appliquant aux plus vastes problèmes les jugements d'un fruste bon sens. Il mangeait copieusement de tout et se servait force rasades d'une bouteille de vin de Crimée... Mais sous ces apparences débonnaires, on discernait le champion engagé dans une lutte sans

merci. D'ailleurs, autour de la table, tous les Russes, attentifs et contraints, ne cessaient de l'épier. »

Staline se mit à jouer « une scène extraordinaire » au moment des toasts. Après s'être adressé à ses convives étrangers, il porta des toasts à ses proches collaborateurs, ministres ou généraux, en y mêlant parfois avec un certain humour noir la menace ironique à l'éloge, jouant avec un évident plaisir le rôle du grand maître des lieux. Charles de Gaulle resta impassible devant ce spectacle.

« Cette scène de tragi-comédie ne pouvait avoir pour but que d'impressionner les Français en faisant étalage de la force soviétique et de la domination de celui qui en disposait, pensait-il. »

Après le repas, les négociateurs français et soviétiques passèrent au salon à côté pour discuter, tandis que Staline invita, en attendant, de Gaulle à voir un film de propagande soviétique.

Au cours de la projection, le Général demanda à Dejean où en étaient les discussions entre Molotov et Bidault. Mais, la projection terminée, de Gaulle, voyant que les discussions se prolongeaient encore jugea qu'il devenait « inconvenant d'éterniser la négociation » et informa avec un certain sens du théâtre Staline qu'il avait décidé de partir :

« Je prends congé de vous. Le train va m'emmener tout à l'heure. Je ne saurais trop vous remercier de la façon dont vous-même et le gouvernement soviétique m'avez reçu dans votre vaillant pays. Nous nous y sommes mutuellement informés de nos points de vue respectifs. Nous avons constaté notre accord sur l'essentiel, qui est que la France et la Russie poursuivent ensemble la guerre jusqu'à la victoire complète. Au revoir, Monsieur le Maréchal ! »

Staline, surpris, parut ne pas comprendre et proposa au Général de rester encore un peu. Mais de Gaulle lui serra la main et s'en alla. L'assistance fut alors frappée de stupeur. Molotov livide accourut accompagner à la sortie le Général. La visite de Charles de Gaulle à Moscou allait-elle s'achever ainsi sans traité ?

En fait, par précaution, de Gaulle laissa sur place, Bidault, Dejean et Garreau pour maintenir la liaison avec le Kremlin afin de négocier « sur le fil du rasoir ».

« Quant à moi, dit de Gaulle, bien résolu à l'emporter, je rentrai tranquillement à l'ambassade de France. »

Vers deux heures du matin enfin — c'est-à-dire le 10 décembre — Dejean informa le Général que les Russes avaient accepté la position française. Le traité pouvait enfin être signé. Molotov, plus serein, annonça la nouvelle à Staline qui en attendant bavardait amicalement avec le colonel Pouyade.

Staline confia à ce dernier d'un air amusé :

« ... Tous les Français sont têtus... » et il ajouta : « Mais j'aime celui qui défend son point de vue avec opiniâtreté, ça vaut mieux que d'être trop coulant » faisant ainsi allusion à de Gaulle.

Le Kremlin avait accepté que Paris fasse seulement passer le 28 décembre dans la presse un communiqué sur l'arrivée du commandant Fouchet à Varsovie et d'un représentant du Comité de Lublin à Paris.

À 5 heures du matin, tout le monde se retrouva dans le bureau de Molotov pour signer le traité. Charles de Gaulle se sentait vainqueur.

« De cette façon, dit-il à Staline, voilà le traité ratifié. Sur ce point, je le suppose, votre inquiétude est dissipée. »

Staline tout aussi à l'aise demanda que pour fêter ça l'on servit un petit déjeuner très matinal et gouailleux il glissa alors à mi-voix à Molotov :

« Eh ! Il t'a roulé, Bidault, il t'a roulé, hein ! » Se voulant beau joueur, il complimenta de Gaulle : « Vous avez tenu bon. À la bonne heure ! J'aime avoir affaire à quelqu'un qui sache ce qu'il veut, même s'il n'entre pas dans mes vues. »

Et il leva son verre à la France et à l'amitié franco-soviétique, en ajoutant :

« ...La France a des chefs maintenant, des chefs intraitables, raides, ne cédant pas. C'est bien, c'est bien, c'est ce qu'il faut. J'en suis heureux. C'est ce qu'il faut à la France... »

Le lendemain, dans le train qui filait à travers l'immensité russe, de Gaulle se faisait songeur :

« ...Je me demandais comment l'opinion française accueillerait le pacte du Kremlin, étant donné les avatars subis depuis trente ans, par l'alliance franco-russe et les batailles de propagande qui, par le fait du communisme, avaient longuement faussé le problème. »

Cette interrogation fut vite dissipée dès son arrivée en France le 16 décembre. La satisfaction sur la signature du pacte était générale :

« Le public voyait dans l'affaire un signe de notre rentrée dans le concert des grands États. Les milieux politiques l'appréciaient comme un anneau rassurant de la chaîne qui liait les Nations Unies... En somme, pour des raisons diverses, les jugements portés sur l'accord de Moscou étaient partout favorables. »

La France devenue l'alliée de la puissante Russie soviétique, cette image venait incontestablement renforcer à l'époque l'autorité de Charles de Gaulle en matière de politique extérieure, ce qui n'avait pas été toujours le cas lorsque son action s'était heurtée notamment à des difficultés du côté de l'Angleterre ou des États-Unis.

La voix de la France en Europe...

En conclusion sur ce voyage de Charles de Gaulle à Moscou, on pourrait bien sûr encore se demander si le Général a cédé ou non devant Staline sur la Pologne.

C'est une querelle qui est apparue par la suite chez d'anciens membres de la délégation à Moscou. Toutefois, pour être honnête ici, il ne faut jamais perdre de vue la valeur de l'action

du général de Gaulle par rapport aux moyens dont disposait la France alors, que ce soit dans le domaine militaire, diplomatique ou autres.

À la fin de 1944, la France sortait à peine de sa terrible défaite de 1940. Cette réalité bien comprise, même si formellement de Gaulle n'a pas cédé sur la Pologne, il devient vite ridicule de discuter en détail d'une telle question, lorsqu'on sait que ce pays allait être totalement libéré par la puissante Armée rouge. On peut cependant noter que de Gaulle tenta d'expliquer à Staline l'intérêt de construire une sécurité en Europe basée sur le respect de la souveraineté des nations.

Le résultat le plus important de ce voyage fut en fait le retour de la France sur la scène internationale. Certes le chemin était encore long et difficile. Toutefois, à Moscou, de Gaulle avait marqué les particularités de sa politique extérieure et fait entendre les revendications françaises.

Or, ce point était très utile à prendre en compte du côté du Kremlin, notamment du fait que celui-ci s'inquiétait déjà de la possibilité d'un groupement de l'Europe occidentale après la guerre.

À ce titre, de Gaulle sut jouer sa propre carte face à Staline, puisque celui-ci se rallia à l'idée d'un seul traité franco-soviétique, sans faire appel à Londres qui aurait mis immédiatement Paris en position d'infériorité.

Aussi doit-on placer ce traité franco-soviétique de décembre 1944 avec d'autres initiatives du Général pour affirmer le droit de la France à être présente le jour de la victoire à égalité aux côtés des alliés. Cet objectif fut atteint dans l'année 1945.

Enfin, il faut souligner l'effort entamé dès cette époque par de Gaulle pour définir une politique extérieure propre à la France, tentant face à une Russie soviétique de dépasser des considérations idéologiques paralysantes pour ne retenir que la réalité objective des équilibres régionaux en Europe.

Comme les termes d'une lettre très courte à son fils semblent nous le dire, de Gaulle ne considérait pas le traité franco-soviétique comme une fin en soi, mais comme une étape parmi d'autres vers le redressement de la France :

« Mon voyage à Moscou a donné des résultats satisfaisants et qui je l'espère, se développeront. »

Derrière ces termes modestes apparaissait l'espoir réaliste de faire entendre la voix de la France et celui de la voir retrouver son rang dans le monde, après avoir subi tant d'humiliations depuis juin 1940.

Aux yeux du Général, la coexistence pacifique ne devait pas être confisquée par le dialogue américano-soviétique, il ne fallait pas substituer une nouvelle logique bipolaire à la logique bipolaire héritée de la guerre froide. Or, dans cette même période, ledit dialogue, à peine esquissé, avait vite mené à des réalisations concrètes : installation du célèbre téléphone rouge, puis signature en août 1963 du traité de Moscou.

Il convenait donc de reprendre l'initiative, de montrer le dynamisme diplomatique de la France, au moment où des questions cruciales pour le destin de l'Europe étaient en jeu –

puisque la question de la réunification de l'Allemagne et de ses frontières était toujours en suspens.

C'est dans cette perspective, essentiellement politique, que se situait donc le voyage présidentiel.

Toutefois, ce dernier répondait aussi à des objectifs économiques et commerciaux, indissociables de la politique de grandeur voulue par le Général.